

RCA: le prochain forum de Brazzaville décrié à Bangui

Par RFI - le 11-07-2014



Vue aérienne de Bangui, RCA. Getty Images/ Michael Fay

A Bangui, la fronde monte contre la tenue du sommet de Brazzaville, prévu du 21 au 23 juillet 2014. Lors de ce forum, il est prévu de faire signer un cessez-le-feu aux belligérants, anti-balaka et Seleka, et de dessiner un cadre pour le futur dialogue politique national en présence de représentants de l'ensemble de la classe politique. Mais la perspective d'un nouveau sommet hors de Centrafrique pour décider du sort du pays déplaît profondément au sein de cette classe politique, mais aussi du côté de la société civile.

◆ *Article mis à jour avec les dernières informations disponibles*

Les opposants au forum de Brazzaville sont sortis du bois. Les partis politiques et la plateforme religieuse, c'est-à-dire les leaders des communautés catholique, protestante et musulmane, ont publié une déclaration commune dans laquelle ils qualifient « *d'inopportun* » le déplacement à Brazzaville pour régler « *le problème centrafricain* ». « *C'est une question de principe* », explique le pasteur Nicolas Guerekoyamé-Gbangou de la plateforme religieuse.

Les signataires demandent à être impliqués davantage dans le processus de réconciliation en cours. Ils se disent même résolus « *à ne plus se soumettre aux humiliations qui leur sont infligées tout le temps quand il s'agit des prises de décisions touchant à la vie nationale* ». Ces leaders en ont visiblement assez que le destin de la Centrafrique se façonne dans les grandes capitales de la région. « *On décide et après on convoque des Centrafricains pour venir applaudir* », confiait ce jeudi matin un membre du Conseil national de transition, l'actuel Parlement.

Le sommet de trop ?

On se souvient par exemple qu'en janvier 2014, le CNT avait été amené par avion à Ndjamena, capitale du Tchad, pour entériner la démission de Michel Djotodia. Ce procédé

avait déçu. Beaucoup en Centrafrique avaient perçu cela comme un viol de la souveraineté. Cette fois, la grogne semble plus généralisée. Le sommet de l'Union africaine à Malabo, fin juin, apparaît comme la goutte d'eau de trop. Les décisions prises par les chefs d'Etat de la région sur la Centrafrique, où Catherine Samba-Panza faisait de la figuration, ont été vécues à Bangui comme une nouvelle humiliation, une de trop.

Cette grogne des leaders politiques et religieux peut aujourd'hui ternir la portée du forum de Brazzaville. C'est pourquoi une soixantaine de formations ont été reçues par la présidente et le Premier ministre, ce jeudi matin. Une première réunion d'échange d'informations, pour faire valoir leurs arguments et écouter les clarifications de l'exécutif, ainsi que des éléments dont ils n'avaient pas encore eu connaissance sur ce qu'il s'est dit à Malabo ou lors de la réunion du groupe de contact en début de semaine. Une autre réunion de ce type est prévue la semaine prochaine.

Un forum pour rien ?

Dans l'immédiat, les positions de chacun restent inchangées. Si une poignée de partis politiques ont indiqué être prêts à se rendre à Brazzaville (sept, précisément), la plupart n'adhèrent pas à cette idée pour l'instant. Même chose pour la plateforme religieuse en l'état actuel des choses. Quarante-neuf mouvements politiques du pays réservent leur réponse. Ils se réuniront samedi à Bangui pour discuter des conditions qu'ils souhaitent poser à leur participation au forum, et discuter aussi des questions qu'ils souhaitent voir aborder uniquement à Bangui.

Indéniablement, si d'ici le 21 juillet, rien ne bouge, les leaders politiques ne feront pas le déplacement et la portée du forum s'en verra donc atteinte. Cette grande réunion se verra réduite à la photo d'une poignée de main entre anti-balaka et Seleka, dont il est prévu qu'ils signent à Brazzaville un cessez-le-feu. Mais à la présidence, on se dit néanmoins confiant quant à l'issue de ce mouvement d'humeur.

"Nous, nous disons qu'il faut commencer les discussions ici. C'est une question de principe. Mais si d'aventure, les gens pensent que ça ne peut pas commencer ici, ceux qui sont disposés à aller à Brazzaville ou quelque part, ils pourront y aller "

Nicolas Guerekoyamé-Gbangou, membre de la plateforme religieuse 11/07/2014 - par Pierre Pinto